

Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI)



CDMSI(2013)Misc7rev

Proposition de l'Internet Society pour la conférence ministérielle, Belgrade, automne 2013

Des normes d'un Internet ouvert pour les droits de l'homme

Un Internet ouvert, mondial et interopérable : l'épine dorsale des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

Au fil des années, Internet est devenu toujours davantage une force puissante de promotion et d'expansion de droits de l'homme dans le monde. Bien qu'ils ne l'aient pas conçu comme un outil d'activisme des droits de l'homme, les architectes de l'Internet ont imprégné sa conception des idéaux de base de la démocratie, ce qui lui a permis de se développer par surcroît comme un outil de promotion des droits de l'homme. À l'origine, Internet a été pensé comme un réseau pouvant renforcer l'autonomie à la marge plutôt qu'au centre de son architecture mais il est aujourd'hui indéniablement une plate-forme qui soutient la démocratie et les droits.

Mais Internet ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans **ses normes ouvertes et interopérables** qui sont l'ossature des droits de l'homme et de la liberté d'expression en ligne.

Elles sont essentielles pour qu'Internet demeure « un réseau des réseaux », interopérable et universellement accessible. En d'autres termes, elles sont nécessaires pour soutenir la capacité des individus à communiquer et échanger des informations et du savoir par-delà les frontières. Internet a le pouvoir de réduire les barrières entre les individus et de permettre l'exercice d'un grand nombre de droits humains, y compris la liberté d'expression, la liberté d'association ou l'accès au savoir.

Sans des normes mondiales et interopérables, le risque, considérable, serait d'avoir une série «d'Internets » fragmentés et incompatibles, isolés les uns par rapport aux autres et incapables de communiquer entre eux. Un tel scénario minerait complètement la valeur du réseau et sa capacité à permettre « *de recevoir et partager de l'information et des idées sans interférence des autorités publiques et indépendamment des frontières* » (article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme).

Cependant, pour réaliser pleinement son potentiel en faveur de la liberté d'expression, Internet doit être soutenu par un modèle de développement de normes qui s'y appliquent qui soit **OUVERT** et habilitant, sans frontière et qui permette l'innovation au bénéfice de l'humanité.

Pourquoi est-il si essentiel que ce modèle reste Ouvert ?

Les normes d'Internet sont sa langue. Comme pour d'autres langues, elle ne peut être la propriété de personne et doivent être utilisées librement par tous et tous doivent pouvoir contribuer à son évolution.

En fait, l'élaboration de ces normes est basée sur des processus complètement ouverts et transparents. Des organes comme Internet Engineering Task Force (IETF) n'ont aucune procédure d'adhésion ou d'affiliation – n'importe qui a la possibilité de participer au développement et à l'évolution des protocoles clé qui permettent de traduire l'information et les cités en bits et paquets et de les transmettre d'un bout du monde à l'autre.

Ce modèle est à peu près unique dans le domaine des technologies de la communication et il est parfaitement adapté à la nature même d'Internet ; une technologie à évolution rapide a besoin de solutions souples et pragmatiques remontant de la base.

On peut trouver un exemple de ce modèle émergeant dans le **Modern Paradigm for Standards Development**¹, un mouvement qui rassemble cinq organisations clés impliquées dans le développement de normes pour Internet autour des principes essentiels que sont l'engagement à l'ouverture, la coopération, la transparence et le consensus – IEEE, IETF, IAB, Internet Society et le World Wide Web Consortium (W3C).

Par comparaison avec tout autre média, il est important de comprendre que ce modèle signifie en fin de compte que ce sont les utilisateurs d'Internet qui définissent ce qu'il est et ce qu'il deviendra.

Dès le tout début, Internet a évolué grâce à des utilisateurs et des communautés autonomes et son succès même dépend de ce caractère démocratique. Le modèle ouvert de normes est l'un des facteurs essentiels d'un Internet multi parties prenantes ; le développement des normes n'est dominé ni orienté par aucun intervenant en particulier, il est plutôt alimenté par l'apport de nombreux acteurs pour un résultat qui soit le plus efficace possible.

Adoption des normes ouvertes se fait aussi de façon volontaire, aucune n'est imposée : seules sont mises en œuvre celles qui sont considérées comme utiles. Là encore, cela reflète la nature démocratique et venant de la base de ce modèle qui veut être aussi près que possible des besoins et des aspirations de la population.

On peut aussi penser que cette approche ouverte de développement des normes a aussi grandement contribué aux transformations économiques et sociales touchant les milliards d'êtres dans le monde.

Pourquoi le soutien du Conseil de l'Europe à ce modèle est-il si important ?

La communauté technique d'Internet, en particulier les organisations qui élaborent des normes, est fortement engagée à développer des blocs destinés à étayer Internet en tant que plate-forme pour les progrès humains, l'innovation et la liberté de partager informations et idées par-delà les frontières.

¹ <http://open-stand.org/>

Cependant, ce modèle n'est pas un acquis et il a besoin de soutien de la part de tous les groupes d'acteurs. En particulier, les gouvernements ont un rôle unique à jouer pour soutenir le paradigme ouvert de normes de la même manière que d'autres normes techniques concernant Internet. Ils intégreront alors ces normes dans les considérations plus larges qui président à leurs engagements et à leur participation dans les discussions multi parties prenantes de la gouvernance d'Internet.

Pour ce faire, la reconnaissance des membres du Conseil de l'Europe serait extrêmement importante du fait des liens étroits qui existent entre un modèle ouvert de normes et la capacité à exercer de nombreux droits humains dans l'environnement numérique. Le Conseil de l'Europe joue un rôle fondamental dans la définition de standards pour que les droits fondamentaux des citoyens soient respectés en ligne comme hors-ligne.

Son soutien explicite au modèle ouvert existant d'élaboration des normes d'Internet contribuerait à une plus grande notoriété et à une reconnaissance accrue des décideurs de ce cadre essentiel pour la capacité des peuples à exercer leur liberté d'expression et leur droit d'association dans l'environnement ligne.

Suggestions pour la conférence ministérielle de Serbie

1. Suggestions de modifications pour la déclaration politique de la conférence ministérielle (MCM(2013)001REV3 08/04/2013)

Résolution 1 sur la liberté d'Internet :

A la lumière de ce qui a été développé ci-dessus, nous suggérons respectueusement qu'il pourrait être plus pertinent de se référer à une « architecture » ouverte Internet plutôt qu'à une « infrastructure » au cinquième paragraphe et de rajouter une référence à la valeur du processus ouvert de développement des normes :

« Nous reconnaissons que la liberté d'Internet inclus de préserver l'architecture ouverte d'Internet [ajout : soutenue et renforcée par des processus ouverts de développement des normes], et la promotion de l'innovation, selon l'approche ascendante décentralisée et multipartite qui a favorisé l'évolution et la généralisation rapides de l'accès à internet et aux technologies et applications qui y sont associées. »

2. Organisation d'une session à la conférence ministérielle

Nous suggérons qu'il serait intéressant que la conférence ministérielle aborde et discute la signification et la valeur pour les droits de l'homme et la liberté d'expression du développement de normes ouvertes Internet. Un débat sur les relations entre l'architecture ouverte d'Internet et la possibilité pour les utilisateurs d'exercer un grand nombre de droits humains en ligne serait opportune et permettrait des échanges avec la communauté technique